Comment mieux prévenir, anticiper et coordonner les crises sanitaires ?



TRAVAUX PUBLIÉE LE 30/09/2025

Saisine liée : CRISES SANITAIRES : PRÉVENIR, ANTICIPER, COORDONNER

Formation de travail liée : COMMISSION AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ

La pandémie de Covid-19 a fait office de révélateur quant à l'impréparation de notre pays devant une crise sanitaire mondiale majeure. Manque de masques, surcharge d'un système de santé déjà à bout de souffle, désorganisation du fonctionnement des services publics et des entreprises. Pourtant, nombres d'initiatives notamment ont permis de pallier certains de ces manquements. Comment la France pourrait mieux se préparer et anticiper toute nouvelle crise sanitaire ?

Pour anticiper au maximum et préparer un pays face à une crise sanitaire (canicule, pandémie, zoonose, rupture d'approvisionnement en aliments, en eau ou en médicaments), il faut pouvoir définir ce qui la caractérise :

Qu'est-ce qu'une crise sanitaire ?

C'est une situation *exceptionnelle* liée à une menace grave pour la santé publique : épidémie, pandémie, pollution industrielle, événements climatiques ou naturels d'ampleur, intoxication, rupture de soins ou tension hospitalière extrême. Elle a pour conséquences directes et rapides la désorganisation durable des services de santé, entraînant des impacts sur la population et l'activité économique. Elle requiert une réponse urgente notamment dans la coordination aux différents échelons du territoire pour éviter sa propagation, une communication grand public rapide pour endiguer les fausses informations ou comportements de masse aléatoires.

La pandémie de Covid-19, l'exemple alertant sur les limites de l'action publique

La crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 a mis particulièrement en exergue les limites des capacités d'action des pouvoirs publics, en termes **de prévention, d'analyse des besoins, de planification, puis de priorisation, de communication et d'acceptabilité des décisions**. Manque de masques, surcharge d'un système de santé déjà à bout de souffle, course aux vaccins, désorganisation liée au confinement sur le fonctionnement des services publics (dont l'école) et des entreprises. L'accompagnement insuffisant des personnes les plus vulnérables en a révélé plus encore la grande détresse : les enfants, dont les mineurs relevant de l'aide sociale à l'enfance, les personnes âgées, les personnes en situation de handicap, les sans domicile fixe, les personnes privées de liberté, les migrants ... En effet, l'examen de l'impact de l'épidémie sur ces populations a mis en lumière les fortes inégalités, sociales, territoriales et de genre, dans les conditions de vie comme dans l'accès aux soins et à la vaccination, et une dégradation de la cohésion sociale.

Au-delà de l'ampleur et de la gravité de cette épidémie, c'est surtout son caractère inédit qui a amené une gestion de crise, centralisée et descendante. Pourtant, en parallèle, grâce à une **mobilisation réussie des acteurs de terrain** (santé, médicosocial, assurance maladie, les agences régionales de santé, élus, partenaires sociaux...), une véritable solidarité s'est concrétisée dans l'urgence, démontrant des capacités de **résilience mais aussi d'adaptation**. Des solutions pragmatiques et innovantes ont pu être mises en place, souvent portées par les différentes composantes de la société civile organisée et beaucoup par les travailleurs de "première ligne". Cinq ans après, quels enseignements tirer de cette crise ?

Comment prévenir l'exceptionnel et mieux anticiper ?

Alors que la probabilité d'autres crises sanitaires est forte, le CESE s'interroge avec le recul, sur les enseignements qui ont été - ou non - tirés des précédentes crises. Il va étudier les enjeux suivants :

> ***scientifiques**, pour consolider la recherche dans son ensemble (fondamentale, appliquée, mais aussi en sciences humaines...), pour améliorer la connaissance sur les conséquences pour la santé des atteintes aux écosystèmes, être en mesure d'en tirer effectivement les enseignements dans les politiques publiques dans une approche globale conforme au principe One Health -une seule santé- sur un socle commun qui guidera les mesures à prendre : grands principes éthiques, droits fondamentaux, lutte contre les inégalités, protection des familles, des jeunes, des plus vulnérables, des plus pauvres ;*

d'éducation et de formation*, pour créer des réflexes partagés de prévention et de comportements en situation de crise ;*

de communication et d'accès à une information fiable *sur l'actualisation des connaissances, en répondant, dans un contexte d'incertitudes, aux enjeux de transparence, de confiance et d'adhésion de la population ;*

de planification, *avec l'impératif de mettre en place, par anticipation, un pilotage stratégique et une gouvernance qui, dans l'identification des priorités stratégiques et logistiques, donnent davantage de poids à la coopération entre l'ensemble des acteurs.*

Suivant la définition que donne l'OMS de la santé, soit « *un état de complet bien-être physique, mental et social [qui] ne consiste pas seulement en une absence de maladies* ». le CESE aura pour son travail le périmètre **des politiques publiques sociales et de santé** (objectifs, méthodes d'élaboration et conditions de mise en œuvre). De même, le CESE considérera les décisions prises par l'Union européenne pour renforcer sa résilience aux menaces transfrontières sur la santé et au niveau international pour organiser la coopération (prévention, préparation de la riposte face aux épidémies). Enfin, le CESE s'attachera à recueillir les analyses et propositions des organisations du secteur sanitaire, social et médico-social à l'échelle nationale et dans les territoires (via un questionnaire mais aussi basé sur les travaux des CESER et les particularités des Outre-mer).
La commission des Affaires sociales et de la santé va préparer le texte qui pourra être présenté en assemblée plénière à la mi-avril 2026.

Aller plus loin

Le CESE a relayé les alertes, les analyses et les priorités de ces dernières auprès des pouvoirs publics. Il a également, en associant des citoyens, présenté des recommandations sur la stratégie vaccinale. Dans ses précédents avis, il a formulé des préconisations pour répondre aux causes plus profondes de la crise, rééquilibrer notre modèle économique et social, faire face aux défis environnementaux, lutter contre les inégalités, les vulnérabilités et la pauvreté, renforcer l'effort de solidarité nationale en faveur des Outre-mer, consolider l'Europe de la santé, décloisonner notre système de santé ou encore progresser vers l'indispensable autonomie stratégique.

Copyright GettyImages

pass sanitaire

© - copyright CESE - Octobre 2026